



Finistère Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la section FSU du Finistère

CPPAP: 1022 S 07559	Directeur de publication : Yann FOUCHER	Prix : 0,4 €	N° 3
SOMMAIRE Bulletin de juin 2020 <u>Page 1</u> : Édito. <u>Page 2</u> : SNUipp-FSU : Réveil brutal. CHSCT du Finistère: déclaration FSU. <u>Page 3</u> : SNES29 : déconfinement et déconfiture Expression tendance Emancipation. <u>Page 4</u> : Inégalités sociale : cécité assourdissante Rubrique nécrologique	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29283 BREST CEDEX 71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Tél : 02 98 53 76 77 Email : fsu29@fsu.fr Site : http://fsu29	24/06/2020	QUIMPER PPDC SITE DE DEPOT P4 LA POSTE DISPENSE DE TIMBRAGE

Quel monde pour après?

La jeunesse, et pas que, s'est emparée partout dans le monde de l'émotion soulevée par la désormais célèbre « affaire Georges Floyd ». Cette vague qui a pour but de faire évoluer non seulement les mentalités mais aussi les politiques publiques. Ce mouvement est aussi l'occasion pour chacun de s'interroger sur sa propre relation aux autres.



Et ça semblait marcher... Dans plusieurs états et villes américaine, les méthodes sécuritaires sont remise en question ; la formation des forces de l'ordre est interrogée. En France, Christophe Castaner a pris aussi des dispositions. Ses annonces semblaient poser la possibilité d'un questionnement sur le fonctionnement de la police. Et puis non ! Une centaine de policiers sont venus manifester sur les Champs Elysées et en bas du palais présidentiel provoquant une reculade. D'ailleurs aucun d'eux n'a subi de tirs de gaz lacrymo ni de flashball... quand on vous dit que la police est pacifiste !

Comme quoi, il y a les uns et les autres... Les soignant.es, les enseignant.es, les travailleurs.euses en général et les gilets jaunes en particulier ont vu leurs manifestations durement réprimées et souvent sans trouver d'écoute ces derniers mois, mais là, pas de soucis.

Puis le président a parlé, un remerciement du bout des lèvres pour les soignant.es qui ont permis à l'hôpital public de tenir au prix de leur épuisement pendant la crise sanitaire, pas un mot

pour les enseignant.e.s pourtant victimes depuis quelques semaines d'un déferlement d'immondices dans les médias. Par contre, du soutien en veux-tu en voilà pour la police, sans aucune prise de distance possible. Pour nous, il ne s'agit pas de stigmatiser l'ensemble de la police mais de défendre une conception de l'ordre public, respectueuse des droits et des libertés. Les violences policières sont le résultat de choix politiques gouvernementaux répressifs, ceci expliquant sans doute cela.

La FSU a toujours dénoncé les phénomènes de violences policières et continuera de le faire. Et fidèle à nos valeurs, nous garderons notre détermination à combattre le racisme dans la police et dans tout autre secteur. Contre le racisme et pour le progrès social, clairement, nous ne voulons plus du « monde d'avant ».

Sabrina MANUEL, co-secrétaire départementale

SNUipp-FSU : Réveil brutal.

La lune de miel est terminée. Elle fut courte. Intense. Le réveil est d'autant plus brutal!

Quand nous avons appris la fermeture des écoles, en même temps que tout le monde, le 14 mars, avec une seule journée pour tout préparer, on s'est retroussé.es les manches : récupérer des contacts à jour, faire le point sur les équipements de chacun, préparer les photocopies pour nos « déconnecté.es » et surtout rassurer les enfants, les familles : "Non on ne vous lâche pas ; oui on va se retrouver quand ça sera fini."

« On est prêts » a affirmé le chef. Ah bon ? Si si. Ah... Bon.

Nous avons fait preuve de bon sens,, contourné les obstacles, pour la plupart relevant de l'institution elle-même : injonctions contradictoires, outils d'un autre âge, serveurs en rade. Mais nous avons fait. Nous avons improvisé pour garder le lien avec nos élèves, avec nos ordinateurs, nos connexions, nos forfaits téléphoniques. En bref, on nous a demandé d'organiser une super soirée avec un frigo vide !

Avec le confinement, le fait qu'enseigner est un métier est vite devenu une évidence pour de nombreuses familles. Il ne suffit pas de savoir pour transmettre. Un enfant n'est pas une machine à absorber les connaissances, il faut faire avec ses points forts, ses faiblesses, être patient. Les échanges avec les parents qui nous remerciaient et comprenaient soudain la difficulté de la tâche

faisaient du bien « je sais pas comment vous faites, moi j'aurai pas la patience, et je n'en ai qu'un... »

Durant presque deux mois, nous avons fait preuve d'imagination : cours, corrections sur photos, visio, mails, appels aux parents. Tout en accueillant les enfants de soignant.es.

Puis les consignes ont commencé à pleuvoir: « il faut appeler une fois par semaine », « il faudra remplir le LSU » « Évaluez ! » « On réouvre le 11, maintenant il faut retourner en présentiel. » « Faites respecter le protocole » « Nouveau protocole, déménagez à nouveau vos classes ! " Fatigue.

Les 2 mois de reconnaissance de notre travail ont vite été oubliés : « Honteux ». « Planqués ». « Trouillards ». « Fainéants ». Les mots pleuvent dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans la bouche des gens que l'on recroise. Et personne pour nous défendre en haut lieu, pire, on se demande si la consigne n'est pas de casser toutes velléités de réclamation de notre part pour la suite. Mais nous ne devons pas oublier... rappeler qu'au même titre que l'implication des soignant.es a fait tenir l'hôpital, c'est celle des enseignant.es qui a fait tenir l'école. N'acceptons pas de faire profil bas !

Sabrina MANUEL, secrétaire départementale du SNUipp-FSU

CHSCT du Finistère: déclaration FSU

Déclaration FSU au CHSCT29 du 18/06/20

La 3^e phase de déconfinement s'amorce une fois encore dans la précipitation et la cacophonie. Tandis que chacun-e essaie de s'y retrouver dans les annonces diverses et comme nous l'avons déjà décrié contradictoires, les usagers, les parents, nous sollicitent et ne comprennent pas qu'on ne leur donne pas une réponse claire. Les tensions sont là et prêtes à éclater...partout !

La FSU dénonce l'attitude irrespectueuse du gouvernement envers les personnels qui se retrouvent une fois encore en porte-à-faux avec les annonces faites et les possibilités réelles du terrain.

En appliquant le protocole du 22 juin, dans certains établissements il est impossible d'accueillir tous les élèves tous les jours contrairement à ce que fait croire notre ministre.

Nous dénonçons aussi l'aggravation du prof-bashing qui est même entretenue par ceux-là qui devraient l'enrayer.

La surcharge de travail des professeurs, des directeur-ices d'écoles, des personnels administratifs et de santé est à son paroxysme et la dernière annonce est vécue comme une nouvelle souffrance par tous : devoir une fois encore tout modifier pour 2 semaines !

Nous vous avons dit au dernier CHSCT être très inquiets quant aux conditions de travail des directeur-ices d'école. Le courrier que vous avez adressé à l'un d'eux, Madame la Directrice

Académique, et qui remet en cause ses compétences, est révoltant. Nous le répétons : le problème n'est pas personnel, il est organisationnel. Et nous y reviendrons au cours de ce CHSCT.

Si le gouvernement devait tirer une leçon de cette expérience, elle serait qu'on ne peut fonctionner sans les partenaires sociaux. Nombre de situations ont été remontées et réglées grâce à l'action des organisations syndicales. Cette connaissance de la réalité du terrain vous nous la devez et c'est pourquoi nous vous rappelons que les fusions et disparitions prévues des commissions paritaires sont dangereuses pour les personnels.

Il est urgent d'abroger la loi de la transformation de la Fonction Publique.

**Nathalie ROSPART (SNUipp),
secrétaire départementale CHS-CT du Finistère**

Vos représentants FSU au CHSCT :

Vincent LAVALLE (SNUep-FSU)
Julia PORDIE (SNASUB-FSU)
Antoine UGUEN (SNES-FSU)
Yves PASQUET (SNES-FSU)
Isabelle MUSSEAU (SNICS-FSU)
Philippe LE BERRE (SNEP-FSU)
Nathalie ROSPART (SNUipp-FSU)
Sklaerenn NOISEL (SNUipp-FSU)

SNES-FSU 29 : Confinement et déconfiture

Les enseignants du second degré comme les autres collègues ont subi de plein fouet l'obligation de s'adapter sans préparation ni moyens à un enseignement en distanciel dès la proclamation du confinement. Pour beaucoup il a fallu faire face à une montagne de difficultés très chronophages et stressantes. Pas d'obligation de résultat annoncée par le ministère, mais passé les premières journées de préparation, le travail a été fait avec les moyens du bord. C'est alors un capharnaüm de logiciels et de supports souvent très bricolés pour un suivi d'élèves très discutable parfois mais dans l'écrasante majorité des cas avec beaucoup d'investissement, de sacrifices et de temps consacrés à notre mission: intéresser, transmettre. Très vite les collègues les plus investis ont craqué et dû lever le pied car le distanciel est tellement chronophage !

En collège:

Le déconfinement avec les 6èmes et 5èmes : Retour de quelques élèves en classe pour une capacité d'accueil d'à peine une 1/2 structure en alternance de groupe. Pendant ce temps les non présents continuent en distanciel en plus des autres classes de 4ème et 3ème qu'il faut toujours assurer. On nous dit : préparation seulement en distanciel et présentiel pour préciser et corriger... Ah la bonne blague ! Comme si la relation aux élèves n'était pas prenante et fatigante ! Ajoutons à cela nos propres enfants et nos conjoints et le quotidien rejoint l'Enfer de Dante...

En lycée:

Même Divine Comédie pour certains collègues qui ont donné du travail à faire et qui l'on corrigé au fur et à mesure qu'ils glanaient les devoirs sur Moodle, sur Discord, sur Pronote, sur le CNED, sur Messenger... Au secours ! Très vite les voilà débordés, exténués voir dépressifs pour certains. Car toutes ces procédures non seulement sont très chronophages, mais aussi d'une très faible performance sur le plan pédagogique. Et les collègues se sont usés à bidouiller, améliorer, trafiquer des cours entiers déjà repensés l'année d'une réforme du lycée. Pour couronner le tout, le matériel est entièrement celui acheté par les collègues, avec des logiciels souvent payés ou configurés par eux-mêmes, en utilisant leur connexion aux fournisseurs d'accès au WEB voire même leur téléphone sur leurs propres abonnements....

Et voilà maintenant un ministère de l'EN qui après avoir remercié les efforts des collègues devant la nation, se permet de donner en pâture des chiffres estimés mais non vérifiés dans les détails, à des médias en quête de scoop pour répondre à une poignée de parents mécontents de quelques absences de travail dans une discipline ou d'un déconfinement trop lent à s'effectuer en invoquant la frilosité de quelques collègues pressés d'être en congés d'été...

C'est plus que honteux, c'est une ignominie que de laisser faire et dire de tels propos dans les médias télé, radio et presse écrite. Ceci est ressenti avec écoeurément par beaucoup de collègues comme un acharnement pour faire ressurgir de la défiance envers des enseignants, bien qu'ils aient participé comme beaucoup de fonctionnaires, à assurer pendant le confinement les missions indispensables. Et ce n'est pas par hasard : le chiffre de 4% à 6% de collègues qui n'auraient donné aucun travail à faire vient bien du ministère. Mais dans quel but ?

Aucune étude sérieuse n'a été menée pour connaître la réalité, seule une estimation sans recherche des causes telles que maladie (dont COVID), matériel et débit de connexion, maîtrise des outils numériques parfois trop complexes pour des collègues nullement formés.... 4% à 5% c'est le taux habituel d'absentéisme ordinaire et pas seulement dans l'EN !

Alors à qui profite le crime ? Ne serait-ce pas une occasion de faire retomber une sympathie acquise pendant le confinement aux fonctionnaires, afin de limiter auprès de l'opinion publique l'impérieuse nécessité de revaloriser des salaires parmi les plus bas de l'OCDE dans l'éducation nationale, promesse du 1er Ministre en vue de la réforme des retraites ?

Avec l'endettement abyssal que le gouvernement vient de créer, ce dernier point sera immanquablement reporté aux calendes grecques...

Yves PASQUET secrétaire dept 29 SNES-FSU

Expression tendance Emancipation

Les rêves du gouvernement, son monde d'après, et le nôtre ? Un contexte politique toujours plus dur mais aussi plus clair...

Lors de son intervention le 17 juin à l'Assemblée nationale, le Ministre de l'Education nationale a osé : "Je fait un rêve, celui d'une unité nationale autour de l'école de la République"

Faisons un rêve, que la récupération et le détournement des concepts et des mots cessent de brouiller les repères politiques et de piétiner la mémoire de celles ou ceux qui ont oeuvré au progrès social ! Faisons un rêve, que ces actes finissent par provoquer des mobilisations décisives pour faire cesser les dérives totalitaires... Avec le vote final de la loi Haine qui donne tous les droits à la Police pour censurer du contenu et faire fermer des sites sur le net sans passer, la décision du Conseil Constitutionnel permettant de donner force de loi aux ordonnances qu'elles soient ratifiées ou non par le Parlement, ou encore le décret modifiant drastiquement le droit de manifester, le sens de la pente n'est pas bon...

En Bretagne, l'approfondissement autoritaire se traduit aussi par l'attaque en Justice de la journaliste Inès Léraud pour avoir fait son métier en rapportant des témoignages de syndicalistes et d'anciens salariés décrivant leurs conditions de travail et les rapports sociaux dans le groupe Cheritel.

La résistance existe... l'utilité des structures syndicales est évidente, certaines stratégies moins que d'autres...

La jeunesse a déjà commencé à se mobiliser sur les questions démocratiques avec un succès dans le Finistère aussi des mobilisations contre le racisme et les violences policières. Les mobilisations repartent également autour des travailleurs et des travailleuses dans la Santé. Les premières mobilisations post déconfinement sont donc plutôt encourageantes mais il va falloir faire plus que résister...
(la suite au verso)

(suite de l'article *Emancipation*)

Pendant le confinement, le syndicalisme a montré le point d'appui que constituait une structure permanente d'organisation pour les personnes isolées. Cependant, Macron ne semble pas convaincu par les déclarations syndicales. Avec la récupération par Macron du concept de Conseil National de la Résistance en Conseil National de la Résilience impliquant les responsables religieux, nous devons nous préparer à voir les appels à la charité et au bénévolat se développer au lieu d'une réponse en terme de développement de services publics si nous ne nous mobilisons pas. Avec l'Observatoire de la Sécurité Globale et de la Résilience des Territoires et des Entreprises, la start-

up nation avec enrobage social et écologique éclipsera les mesures préconisées dans l'appel "Plus jamais ça" si cet appel se traduit en pratique par des discussions dans les instances entre "partenaires" sociaux et des journées d'actions isolées. Pour la construction en profondeur d'un rapport de force politique au sens large et nos mobilisations, l'appel "Se Fédérer" avec sa plateforme <https://framavox.org/se-federer/> semble plus prometteur.

Serge DA SILVA, SNES-Emancipation

Inégalités sociales, cécité assourdissante !

Le confinement nous a tous assignés à résidence mais nous ne sommes pas tous égaux face au confinement. La gestion de cette crise sanitaire a accentué les inégalités sociales préexistantes particulièrement pour les plus fragiles, les plus démunis, les plus précaires, les moins protégés de notre société.

Avec le confinement, la "continuité pédagogique", l'enseignement à distance et la réouverture des écoles, est apparue une profusion de « guides de recommandations en période de confinement, de déconfinement » à destination des parents ou des enseignants. Un peu à l'image de ce qu'avait fait J-M Blanquer, dans le guide orange, «pour enseigner la lecture et l'écriture au CP + les recommandations », précepte de bonnes conduites, à destination des enseignants, très largement critiqué.

La lecture de la plupart de ces guides, kits, prescriptions, conseils pseudo « spécialisés » permet d'observer qu'ils s'adressent le plus souvent à une partie de la population, principalement issue de catégories sociales moyennes, ou favorisées, celles et ceux qui ont le temps et les moyens et qui sont le plus familiers des attendus de l'école. Les recommandations de ces « prêts à penser » standardisés se basent sur des normes éducatives socio et culturo-centrées.

Restons lucides, gare à ce miroir aux alouettes qu'est le mythe de l'universalisme.

Tous les enfants confinés n'ont pas eu un parent disponible pour les aider dans le travail scolaire à distance (travail de nuit, en horaires décalés, en 2/8, 5/8, la flexibilité des horaires de travail, l'interim...). Rappelons aussi que tous les enfants ne mangent pas deux repas équilibrés le midi et le soir, que tous n'ont pas un espace pour travailler au calme, tous n'ont pas de jardin ou de chambre individuelle, un quart des enfants ne partent jamais en vacances ...

En 2017, Martine Court, sociologue, rappelait que « d'un lieu à l'autre de l'espace social, les enfants évoluent dans des univers

extrêmement différents et bénéficient de conditions de vie très inégales. »

On connaît mal la vie de nos concitoyens pauvres qui occupent pourtant des emplois indispensables et si mal rémunérés! C'est vrai que la représentation médiatique pousse à croire que le monde ouvrier n'existe plus. En 2018, les ouvriers (25% de la population française) représentaient 4 % des personnes visibles à la télévision, contre 60 % pour les cadres. Or, les inégalités sociales peuvent se cumuler et interagir.

Comme le précisait, H. Wallon (1957) : « *Il existe deux points de vue distincts, mais solidaires, sous lesquels l'enfant peut être considéré : le psychologique et le sociologique. En France c'est habituellement le point de vue psychologique qui l'a emporté à l'exclusion de l'autre. Il en résulte non seulement une lacune, mais un empiètement de la psychologie sur des problèmes dont elle ramène la solution à l'individu, alors que leurs conditions réelles sont collectives ou sociales. Le même reproche peut être fait en sens inverse aux sociologues. »*

Pendant le confinement, ont été oubliées, négligées, les inégalités sociales préexistantes à cette crise sanitaire, oubliés les 3 millions d'enfants vivant dans des familles dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté ; soit 1/4 des enfants scolarisés ! Oubliées les conditions matérielles de vie très inégales en termes d'accès à un logement, de taille du logement, de quantité et qualité de l'alimentation, d'obstacles matériels et culturels...

Inégalités sociales redécouvertes et instrumentalisées par JMB pour justifier la réouverture des écoles, les dispositifs « 2S2C », « vacances apprenantes, écoles ouvertures buissonnières »...

Prenons le problème à la racine, attaquons nous aux inégalités sociales !

Stéphane Larzul, Psychologue EN, SNUipp-FSU29

Rubrique nécrologique :

Nous avons l'immense regret de vous annoncer la disparition de la Commission Administrative Paritaire « mouvement des personnels ». Elle nous manque déjà cruellement à tous et beaucoup découvrent seulement maintenant que sa disparition était programmée ! Et voulue !

Née sous cette forme en 1982, elle laisse les personnels bien seuls face à l'adversité et une administration désemparée, livrée à elle-même, et nous interroge sur cette nouvelle épidémie qui voit disparaître si vite nos instances démocratiques. Ou la démocratie elle-même ?